

## Sur un pronostic de Trotsky

En octobre 1938, dans un article intitulé « Après la "paix" impérialiste de Munich » (1), Léon Trotsky écrivait ces lignes :

« Il y a dix ans, il fut prédit que la théorie du socialisme dans un seul pays devait inévitablement conduire au développement de tendances nationalistes dans les sections du Komintern. Cette prédiction est devenue un fait manifeste. Mais jusqu'à ces derniers temps, le com-chauvinisme français, britannique, belge, tchécoslovaque, américain, etc., semblait être, et jusqu'à un certain degré, était la réfraction des intérêts de la diplomatie soviétique (la « défense de l'U.R.S.S. »). Aujourd'hui, on peut prédire avec assurance la venue d'une nouvelle étape. La croissance des antagonismes impérialistes, le rapprochement manifesté du danger de guerre et l'isolement aussi manifeste de l'U.R.S.S. doivent infailliblement renforcer les tendances nationales centrifuges à l'intérieur de l'ex-Komintern. Chacune de ses sections va commencer à déployer une politique patriotique à son propre compte. Staline a réconcilié les partis communistes des « démocraties » impérialistes avec leur bourgeoisie nationale. Cette étape est maintenant dépassée. L'entrepreneur bonapartiste a accompli son rôle. A partir de maintenant les com-chauvins doivent se soucier de leur propre sort, dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec la « défense de l'U.R.S.S. ».

« Quand l'Américain Browder jugea possible de déclarer, devant la commission sénatoriale, qu'en cas de guerre entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. son parti se trouverait du côté de sa patrie bien-aimée, il considérait peut-être lui-même cette phrase comme une simple ruse de guerre. Mais, en réalité, la réponse Browder est le symptôme infaillible du passage de

---

(1) *Sur la Deuxième Guerre mondiale*, éd. de la Taupé, Bruxelles, 1970.

l'orientation "vers Moscou" à l'orientation nationale. La "ruse de guerre" a surgi de la nécessité de s'adapter au "patriotisme" impérialiste. La grossièreté cynique de cette "ruse" (passer de la "patrie des travailleurs" à la république du dollar) révèle toute la profondeur de la dégénérescence survenue, toute la force de la dépendance des sections du Komintern envers l'opinion publique de la bourgeoisie.

« Quinze années d'épuration ininterrompue, de dépravation et de corruption ont conduit la bureaucratie de l'ex-Komintern à un degré de démoralisation tel qu'elle s'est trouvée capable et disposée de prendre ouvertement dans ses mains le drapeau du social-patriotisme. Les staliniens (il faudrait bientôt dire les ex-staliniens) n'ont, bien entendu, pas inventé la poudre. Ils n'ont fait que reprendre les clichés les plus usés de l'opportunisme petit-bourgeois. Mais en les propageant, ils y ont introduit la rage de parvenus « révolutionnaires » qui ont fait de la calomnie totalitaire, du chantage et de l'assassinat les méthodes normales de la « défense de la démocratie ». Quant aux vieux réformistes classiques, se lavant les mains dans l'innocence lors de chaque cas gênant, ils ont su utiliser le soutien des nouvelles recrues du chauvinisme. »

Le pronostic ici développé est de ceux qui surprennent par la profondeur de champ du regard de Trotsky. Pourtant, ce n'est pas, de ses approches du devenir stalinien, celle qui a le plus retenu le mouvement marxiste révolutionnaire. Sans doute parce que cette perspective est relativement isolée dans ses écrits sur le stalinisme, et aussi parce qu'elle est susceptible d'une lecture à trois niveaux. D'abord celui de l'évidence très générale ; ensuite celui de l'analyse conjoncturelle qui relativise le pronostic par ses précisions mêmes qui ne sont pas toutes confirmées ; enfin celui de l'analyse exhaustive qui confirme le premier regard en retrouvant, sous l'expression conjoncturelle, la méthode d'analyse marxiste d'un phénomène saisi dans l'ensemble de ses déterminations contradictoires.

Reprenons ces trois approches.

### **Encore une fois, le Prophète...**

La « nouvelle étape » de dégénérescence des partis staliniens, *prédite* « avec assurance » par Trotsky, s'épanouit sous nos yeux, presque quarante ans plus tard. Les « tendances nationales centrifuges de l'ex-Komintern » se sont monstrueusement développées sous deux formes, dans les nouveaux Etats ouvriers bureaucratiques d'abord, et quelle qu'ait été leur genèse, de la Roumanie à la Chine (où l'on vient de voir les dirigeants maoïstes insister auprès du bandit impérialiste Kissinger pour qu'il soit énergique face à l'« expansionnisme » soviétique). Mais aussi à l'intérieur de la sphère des Etats capitalistes, en particulier en Europe où l'on voit, selon la conjoncture, les bureaucrates des P.C. offrir leurs services patriotiques, en Italie à la Démocratie chrétienne, en Espagne à la bourgeoisie industrielle gênée par le corset franquiste, en France aux affairistes gaullistes, au Portugal aux militaires partisans d'une dictature éclairée, tous se chamaillant et accusant l'opportunisme de l'autre, avec au-dessus Moscou impuissante à imposer, malgré un grand renfort de déclarations pseudo-

théoriques anti-social-démocrates, la rupture de certains partis, et surtout du P.C.F., avec les P.S. pour le plus grand bien de la coexistence pacifique avec les bourgeoisies impérialistes. Ces conflits qui se multiplient et se développent manifestent à quel point les « com-chauvins » sont déchirés entre leur « fidélité à la patrie du socialisme », c'est-à-dire, d'une part, aux prébendes qu'ils en tirent et, d'autre part, au reliquat de confiance que les conquêtes d'Octobre inspirent encore aux masses qui en créditent « le Parti », et les « intérêts nationaux » qui les engluent de plus en plus.

On remarque encore dans ce texte la hardiesse avec laquelle Trotsky donnait du « ex » au Komintern qui ne devait être dissous que cinq ans plus tard. Mais plus remarquable encore est la clairvoyance de Trotsky quant à la différence future entre bureaucrates social-démocrates et ceux qu'il prévoit déjà d'appeler « ex-staliniens », à savoir le cynisme et la rage de parvenus des nouveaux « défenseurs de la démocratie » bourgeoise.

### **Trente ans de doutes et de vacillations.**

La critique du second regard mettra l'accent sur les « erreurs » de la prévision pour en nier la validité globale. Trotsky ne dit-il pas que c'est le rapprochement du danger de guerre et l'isolement de l'U.R.S.S. qui, s'ajoutant à la « croissance des antagonismes impérialistes », renforce les tendances nationales centrifuges ? Or, après la Deuxième Guerre mondiale, l'U.R.S.S. ne sera plus isolée et, au contraire, deviendra la deuxième puissance économique mondiale. De ce fait, les antagonismes inter-impérialistes se subordonnent à l'antagonisme fondamental du système capitaliste et du système de l'économie collectivisée. Enfin, dans ce cadre, les dangers de guerre n'ouvrent plus sur une probabilité de destruction de l'Etat ouvrier isolé, mais, une fois mis entre parenthèses les possibles dommages inimaginables pour l'humanité en tant que telle, sur une plus grande probabilité de victoire finale du système à l'économie la plus rationnelle, donc du système collectiviste (ce qui est la clef de voûte du raisonnement stratégique stalinién).

Est-ce que ce renversement du rapport des forces ne va pas renverser à son tour la perspective d'évolution des partis staliniens ? Il semblait bien qu'il en fut ainsi en étudiant en particulier l'évolution des P.C. d'Europe après la Seconde Guerre mondiale. La victoire militaire et l'expansion de l'U.R.S.S. avaient accru l'attachement stalinién de ces partis à la « patrie du socialisme » dans un curieux mélange avec le com-chauvinisme (que l'on se souvienne du « La France ne fera jamais la guerre à l'U.R.S.S. », mot d'ordre du P.C.F. thorzien des années 50). Si de nombreux partis staliniens se sont mis au service de leur propre bourgeoisie, et parfois avec le pire cynisme contre-révolutionnaire, jamais ils ne l'ont fait en opposition aux intérêts de l'U.R.S.S. mais toujours comme « réfraction des intérêts de la diplomatie soviétique ».

Et même après l'épreuve de la « déstalinisation » et la large distension des liens d'inféodation au Kremlin qui s'ensuivit, jusqu'à nos jours nous voyons les P.C., pourtant divisés par leurs intérêts nationaux particuliers, s'accrocher tous à l'U.R.S.S. et protester de leur orthodoxie.

Trotsky n'aurait-il donc pas raisonné de façon non dialectique dans le texte étudié, et privilégié inconsidérément une seule des tendances d'évolution des P.C. ? Une telle erreur serait à relier au pronostic sur l'éclatement du stalinisme au terme de la Seconde Guerre mondiale et dans la transformation de celle-ci en guerre civile internationale ne pouvant qu'entraîner, soit une victoire révolutionnaire balayant la bureaucratie, soit la victoire des impérialismes ouvrant une période de nouvelle barbarie.

Une telle conclusion fut tirée aux lendemains de la guerre par toute une série de courants qui, successivement, rompirent avec la IV<sup>e</sup> Internationale. D'abord, naturellement, les courants qui conclurent à la nature de classe nouvelle de la bureaucratie soviétique (capitalisme d'Etat ou impérialisme bureaucratique), du Workers Party de Max Shatchman aux Etats-Unis, au groupe « Socialisme ou barbarie » de Claude Lefort et Castoriadis en France. Mais le constat du renforcement de la bureaucratie stalinienne et des P.C. pouvait entraîner et entraîna une révision du trotskysme inverse et parallèle, celle de courants qui allaient voir dans le stalinisme, non plus une force « bonapartiste contre-révolutionnaire » issue, à titre provisoire, d'un équilibre instable dans la lutte de classes mondiale, mais la voie réaliste de la révolution, aux moyens à coup sûr monstrueux, mais finalement progressifs et qui, de ce fait, exigeaient un soutien critique. Ce fut David Rousset qui *initia* cette thèse, développée, après son exclusion de la IV<sup>e</sup> Internationale, par la *Revue Internationale* (Rousset, Gilles Martinet, Pierre Naville, Charles Bettelheim) et à laquelle J.-P. Sartre donna une illustration littéraire prestigieuse, en particulier avec la pièce *Les Mains sales*. La politique de la tendance de droite de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale qui dirigea le P.C.I. de l'été 1946 à l'hiver 1947 fut une version atténuée d'une telle révision. Mais elle devait renaître sous une forme virulente (et assez paradoxalement puisque dans l'élaboration théorique d'un homme qui l'avait vigoureusement combattue), en 1951, dans l'article de Michel Pablo *Où allons-nous ?* qui allait être à la base d'une rupture de dix ans de la IV<sup>e</sup> Internationale, la plus grave de son histoire. Il n'y a pas de doute qu'à la base de cette nouvelle révision il y avait la prolongation de phénomènes apparemment contradictoires avec les pronostics de Trotsky. Si la rupture yougoslave (1948) nous était apparue comme une première confirmation de l'instabilité du stalinisme, ses suites s'avéraient décevantes : le mouvement ouvrier, non seulement n'était pas ébranlé par cette secousse sismique, mais avalait docilement la dénonciation de la Yougoslavie « fasciste » et les nouveaux procès d'aveux de Bucarest, Budapest, puis Prague. Et surtout, ces trois années, brillantes d'un effort théorique du P.C.Y. marqué par des publications de brochures où chacune dépassait celle qui la précédait, ces années du V<sup>e</sup> Congrès du P.C.Y et du décret instituant les comités de gestion, s'achevaient en 1951 par une lamentable capitulation : dans l'étau du stalinisme et de l'impérialisme, la Yougoslavie, à l'heure du déclenchement de la guerre de Corée, jugeait celle-ci selon des critères de droit formel, se rangeait du côté des impérialistes et envoyait un contingent contre la Corée du Nord.

La bureaucratie serait-elle donc un phénomène destiné à être universel, à durer toute une période historique (des « siècles de transition » disait

Pablo), le trotskysme devait-il se résoudre à n'être qu'une opposition aux partis bureaucratiques ?

Les faits semblaient donner tort à Trotsky. La seconde guerre impérialiste, non seulement ne s'est pas transformée en guerre civile et a provoqué un resserrement des partis staliniens autour de l'U.R.S.S., mais, apparemment aussi, un renforcement du pouvoir de la bureaucratie en U.R.S.S. même et sa capacité à absorber dans ce système toute une série de pays dont l'économie a été transformée bureaucratiquement. La victoire du Parti communiste chinois, à partir de la paysannerie, sans les masses ouvrières et en partie contre elles, pose des problèmes théoriques délicats. Et voici que même la rupture avec l'U.R.S.S. n'entraîne pas une « débureaucratization » en Yougoslavie. Il en sera de même, plus tard, avec la Chine.

Certes, la théorie trotskyste arme devant de pareils phénomènes : l'état arriéré de l'économie de ces pays, et, par conséquent, leur « misère culturelle », la faiblesse relative de leur classe prolétarienne sont la base de la bureaucratization. Mais c'est l'isolement du premier Etat ouvrier qui donnait toute sa force à l'« arriération » économique-culturelle. Or, la rupture de l'isolement apparaît maintenant comme un facteur d'aggravation du pouvoir bureaucratique.

N'est-ce pas fonction d'un autre facteur : l'antagonisme croissant du « bloc staliniens » avec l'impérialisme mondial et sa conséquence, le péril d'une troisième guerre mondiale qui serait, cette fois-ci, une guerre non plus inter-impérialiste mais une guerre entre systèmes, une guerre « civile » internationale. Avec cette autre conséquence que le phénomène de polarisation de classes autour des camps militaires, esquissé dans la Seconde Guerre mondiale, serait cette fois d'une netteté totale. C'est cette logique que va développer Pablo. Mais, ce faisant, il mettait le doigt dans un engrenage qui allait l'entraîner dans son implacable mécanique révisionniste.

Il est juste de dire que des textes antérieurs de l'Internationale trouveraient la porte à de telles conclusions. Ainsi, dans les thèses sur *L'U.R.S.S. et le stalinisme* du II<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale (1948), au chapitre « La nature des partis staliniens », à côté de considérations parfaitement correctes, telles les suivantes : « Les partis staliniens deviennent des partis néo-réformistes qui se distinguent des partis réformistes par leur liaison avec la bureaucratie soviétique (...). Cette transformation fondamentale des partis staliniens, fonction de la nouvelle politique étrangère de la bureaucratie soviétique, s'explique également par un changement dans la composition sociale et dans le recrutement des partis staliniens et trouve son expression dans une base idéologique entièrement nouvelle de ces partis : a) à partir de 1944, les partis staliniens pénètrent pour la première fois dans l'appareil d'Etat bourgeois ; en même temps, l'idéologie bourgeoise pénètre pour la première fois organiquement dans leurs rangs. A mesure que la bureaucratie stalinienne commence à posséder dans chaque pays capitaliste des intérêts « particuliers » à défendre, le caractère réformiste de sa politique doit fatalement s'accroître. Alors que l'appareil staliniens resta presque entièrement fidèle au Kremlin, en 1939-1940, parce que l'ensemble de ses

intérêts le lièrent à la bureaucratie soviétique, son degré d'indépendance est certainement plus élevé maintenant qu'à ce moment », on peut lire ceci : « Cependant, de grosses fissures dans l'appareil lors d'une guerre éventuelle ne sont pas à attendre, car l'ensemble des couches dirigeantes des partis communistes sont entièrement conscientes du fait que, seule leur liaison avec l'U.R.S.S. leur permet de jouer un rôle politique « indépendant » des autres courants réformistes au sein de mouvement ouvrier ». Les seules ruptures internes dans les partis staliniens que prévoyaient ces thèses étaient celles de courants droitiers composés d'éléments du nouveau recrutement petit-bourgeois, intellectuel, paysan, etc.

Il est vrai, d'ailleurs, que si une guerre avait éclaté à cette époque, ce dernier pronostic se serait révélé exact. La preuve en est la curieuse politique aventuriste sous drapeau social-chauvin du P.C.F. dégringolé au plus bas de ses effectifs d'après-guerre, en 1952, marquée en particulier par les manifestations « anti-Rigdway ». 1939-1940 semblait recommencer.

Mais ce ne fut pas la guerre (l'erreur sur cette prévision n'est pas notre sujet) mais la mort de Staline entraînant la « déstalinisation ».

Pourtant, il est curieux de constater combien l'idée de la solidité stalinienne des P.C. est enracinée, en dépit des signes innombrables de leur désagrégation com-chauvine. Sans doute cela tient-il, pour une part, à ce qu'une génération militante a toujours de la peine à imaginer la fin de la structure de mouvement ouvrier qu'elle a toujours connue, et, pour une autre part, à ce vieux réflexe, plus affectif qu'intellectuel, qui pousse ceux qui sont passés par le P.C. à le marquer d'un signe « plus positif » que son étoile jumelle social-démocrate. Quoi qu'il en soit, nous sommes maintenant à l'époque où le troisième regard s'impose.

### **Trente ans de décomposition du système stalinien international.**

C'est en vain que l'on chercherait dans Trotsky la notion d'un « système stalinien international ». Cette formule, pas plus qu'un tas d'autres (telles « camp » ou « bloc socialiste », « super-puissances », etc.) n'est pas condamnable pour peu que son contexte soit sans ambiguïté. Le risque commence quand on se mêle de la charger d'un contenu théorique. De même que « super-puissances » qui veut dire, dans le langage courant, puissances économique-politico-militaires capables de traiter ensemble par-dessus la tête des Etats faibles, collectivistes ou capitalistes, devient, théorisé par les maoïstes, « impérialismes dominants », de même, « système stalinien international » qui put désigner de façon pratique l'ensemble U.R.S.S.-Etats collectivistes bureaucratiques-partis staliniens devient mystificateur pour peu qu'un glissement théorique fasse attribuer une unité de nature aux Etats et aux partis. Et c'est précisément contre un tel glissement (dans une direction qui est celle qui mène à la conception du stalinisme comme système social intermédiaire entre capitalisme et socialisme) que le pronostic de Trotsky arme notre mouvement.

Dès 1933 (« La nature de classe de l'Etat soviétique » in *La Nature de l'U.R.S.S.*) Trotsky précisait : « L'Etat soviétique représente une arme destinée à sauvegarder les conquêtes d'une révolution déjà accomplie. Les partis communistes d'Occident n'ont hérité d'aucun capital. Leur force (leur faiblesse) est en eux-mêmes et seulement en eux. La force de l'appareil n'est, pour les neuf dixièmes, pas en lui-même, mais dans les changements sociaux effectués par la révolution victorieuse. » Qui ne comprend pas cette différence fondamentale ne peut rien comprendre à l'histoire du stalinisme en général et à l'éclatement actuel de ce qui reste des structures de feu le Komintern en particulier. La bureaucratie stalinienne d'Etat n'est pas « ouvrière » par on ne sait quelle essence métaphysique, ni même le plus souvent par l'origine de ses membres actuels, elle l'est uniquement parce qu'elle dirige — comme parasite — un Etat de structure ouvrière, autrement dit d'économie collectiviste. Sa nature contradictoire, double, tient à la contradiction de son assise sociale avec son parasitisme. Sa politique est contre-révolutionnaire en ce qu'elle défend, *contre la classe ouvrière mondiale, contre la révolution partout*, ses intérêts de caste parasitaire menacée pas tout progrès de la révolution, par toute extension du socialisme dont la démocratie la jetterait à bas ; mais elle ne peut défendre ses intérêts qu'en défendant leur base qui est le système collectiviste créé par Octobre. Cette contradiction n'existe pas en ce qui concerne les bureaucraties de partis existant à l'intérieur d'Etats bourgeois. Certes, ces bureaucraties dépendent encore, plus ou moins, de la bureaucratie soviétique, matériellement d'abord (l'« aide » du grand parti frère est son principal moyen de corruption des bureaucrates) mais aussi politiquement, en ce sens que le « label » soviétique a été et reste encore partiellement le garant des fins véritablement socialistes des P.C. Que les fieffés bureaucrates droitiers qui dirigent les P.C. rompent avec l'U.R.S.S. et ils n'ont pas besoin de changer de politique pour devenir des social-démocrates bon teint. Ainsi de Pierre Hervé ou Auguste Lecœur. On en passe... Dans son article d'avril 1947, « Le stalinisme, comment le comprendre, comment le combattre » (in *IV<sup>e</sup> Internationale*, mai-juin 1947), Ernest Mandel écrivait : « Le fonctionnaire de la C.G.T. doit sa place à sa loyauté envers son parti, c'est-à-dire envers le Kremlin, mais la C.G.T. elle-même se maintient grâce à la tolérance de l'Etat bourgeois. Si un véritable conflit oppose l'Etat bourgeois au Kremlin, une série de fonctionnaires d'Etat et de bureaucrates syndicaux staliens préféreront conserver leurs postes et désertir leur parti. Ce phénomène ne s'est produit que sur une échelle individuelle, lors du grand tournant de 1939 ; mais, à ce moment, la pénétration de la bureaucratie stalinienne dans les appareils d'Etat bourgeois était elle-même encore à l'étape individuelle. Aujourd'hui, les individus d'antan sont devenus des milliers de fonctionnaires. Il est certain qu'à mesure que s'est accentuée la pénétration stalinienne dans la bureaucratie syndicale et étatique, s'est accentuée également la pression de l'idéologie bourgeoise sur la politique stalinienne — et les dangers d'une scission sérieuse de "droite" lors d'un éventuel "grand tournant à gauche". »

On fera remarquer que, pas plus que pendant la guerre elle-même, des ruptures à droite ne se sont produites lors du tournant « gauchiste-

aventuriste » de la guerre froide. Mais c'est que ce tournant n'est en rien comparable à celui de 1939, et sur deux points fondamentaux : a) ce n'est pas un véritable tournant de rupture avec la bourgeoisie nationale, mais, sur la base de la rupture de l'alliance de Yalta, le passage de l'union de classes internationale à une ligne com-chauvine de défense de la nation bourgeoise, de son « indépendance », de la « fraction progressiste » de la bourgeoisie nationale contre l'impérialisme américain et ses alliés (en particulier social-démocrates) ; b) la classe ouvrière ne se sent pas alors, comme en 1939, trahie par l'U.R.S.S. dans sa lutte contre le fascisme, mais elle est attaquée par la bourgeoisie qu'elle a remise en selle en même temps que l'union sacrée internationale se brise : la grande grève Renault de 1947, ouvrant en avril une période de vastes luttes ouvrières dans presque toute l'Europe, précède l'ouverture de la guerre froide. C'est au cours de cette grève Renault que le P.C.F. quitte le gouvernement tripartite (P.C.F.-S.F.I.O. et M.R.P.), arrête ses tentatives de briser la grève et en prend la tête pour la canaliser. Donc, bien loin d'infirmer l'analyse trotskyste, comme le conclueront alors maints militants et dirigeants, ces événements la confirment en ce que la fidélité à l'U.R.S.S. s'est combinée, au cours de cette période, aux conditions du maintien d'une base ouvrière de masse, réduite d'ailleurs par l'aventuro-chauvinisme qui prenait le pas sur la lutte revendicative et coupait les ouvriers communistes des ouvriers social-démocrates ou sans parti. (A l'apogée de cette période, la manifestation contre la venue du général américain Rigday à Paris, à l'été 1952, malgré des efforts de mobilisation formidables de la direction du P.C.F., ne rassembla que cinq mille ouvriers armés de bâtons.)

Et nous touchons là le problème de la contradiction propre des partis staliniens des pays bourgeois : leur base n'est pas l'économie collectivisée d'un Etat ouvrier établi par la révolution, c'est le mouvement ouvrier de leur propre pays, du moins là où ils ont conquis une base de masse, en général à l'époque où ils étaient des partis révolutionnaires. Comme l'écrivait Mandel dans le texte cité : « La dégénérescence des partis staliniens a pris d'abord l'aspect de la formation de cliques dirigeantes, à l'échine pliante, dévouées aux ordres et aux cachets d'appointements de Moscou, s'installant aux milliers de postes grassement payés des partis, maisons d'édition, sociétés "culturelles", etc. (...) La fonction historique de la bureaucratie des partis staliniens consiste essentiellement à utiliser le prolétariat dans le cadre de la politique extérieure du Kremlin. » La contradiction entre la conservation de la base ouvrière de masse et la politique du Kremlin tend, à terme, à devenir absolue. Ce point approche. Quand, lors de la récente conférence préparatoire de la conférence européenne des P.C., un aussi vieux stalinien que Kanapa peut déclarer au nom du P.C.F. que chaque parti doit « élaborer sa ligne en toute indépendance, sans organisation internationale ni centre dirigeant, (sans) fixer une stratégie commune à tous nos partis », ce n'est pas trop de dire, comme le fait Alain Krivine dans *Rouge* (n° 320), que « le bloc stalinien est en train d'éclater ».

Mais il ne s'agit pas d'un coup de tonnerre dans un ciel à peu près serein, et le pronostic de Trotsky ne se révèle pas vrai à la façon de ces

oracles hasardés, démentis par l'analyse approfondie, et auxquels seuls des événements fortuits et lointains donnent une allure de prophétie. Sous les apparences contraires, l'analyse de 1938 s'est vérifiée par une évolution continue, seulement plus complexe, comme toujours, que sa projection schématique. Reprenons tous les termes de cette analyse.

### **La mort du Komintern.**

Trotsky écrivait « l'ex-Komintern ». C'était hardi au moment où tous les P.C. appliquaient, comme à la manœuvre, les tournants les plus brutaux ordonnés du Kremlin. Mais Trotsky savait pertinemment, ce que d'innombrables Mémoires n'ont confirmé qu'après la guerre, que le Komintern n'était plus en 1938 qu'une machine morte dont les pseudo-dirigeants tremblaient en silence dans l'attente de l'arrestation et de la balle dans la nuque. « Pour le Komintern, les paroles de Staline étaient des ordres et devaient être suivis à la lettre, au même titre que les instructions qu'il donnait à l'Armée Rouge et au N.K.V.D. », écrivit à Ilya Ehrenbourg le journaliste soviétique Ernst Henri. Et Roy Medvedev, à qui nous empruntons cette citation, remarque qu'en août 1935, Staline s'abstint d'assister au VII<sup>e</sup> Congrès du Komintern qui rectifia la ligne du « social-fascisme » et, sous la direction de Dimitrov, ouvrit la ligne nouvelle de « fronts populaires », et que, dans son rapport au XVIII<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. en 1939, Staline « ne fit pas même mention des résolutions du Komintern dans son rapport ». Roy Medvedev, dans cette page, semble croire que Staline aurait été étranger et hostile à ce tournant vers les « fronts populaires ». C'est s'illusionner et surestimer le pouvoir du Komintern entre 1935 et 1939. La vérité est que cette politique de front populaire, que Staline décida comme les autres, fut la dernière pour laquelle il utilisa le Komintern. Bien que ces fronts populaires n'aient pas été des fronts de classe, mais de collaboration de classes, Staline avait sans doute mesuré, au cours de l'évolution de la guerre civile espagnole et du « 1936 » français, le danger de débordement révolutionnaire que comportait le front unique avec la social-démocratie à l'intérieur d'une coalition de ce genre, du fait de la confiance que prenaient d'elles-mêmes les masses travailleuses à partir de leurs illusions en leurs directions traditionnelles rassemblées.

La dissolution du Komintern en 1943 est donc à la fois une date importante, comme saut qualitatif, et l'achèvement prévisible d'un long processus quantitatif de destruction de ce qui avait été le quartier général de la révolution mondiale.

Pourtant, dira-t-on, les P.C. ont continué, après la dissolution du Komintern, et pendant de longues années, à obéir aux directives directes de Moscou ?

En fait, les choses n'ont pas été une simple continuité.

Certes, la dissolution du Komintern ne changeait pas le fait que les appareils des P.C. restaient en place, et souvent même épurés des éléments manifestant la moindre indépendance d'esprit et trop d'attachement au

passé révolutionnaire, consolidés en aventuriers cyniques et brutes obéissantes, mais Staline était tout le contraire du démiurge qui fascine les bourgeois, ses ruses étaient d'un machiavel primitif, plus proche du méfiant despote oriental que du génie florentin ; ses plans se heurtèrent sans cesse à la dialectique historique qu'il ne comprenait pas.

Quand, en 1945, l'aile gauche des P.C. stalinien, ces dirigeants qui allaient devenir les « kominformistes » (Dimitrov, Tito, Rajk, Kostov, Marty, quasi tous résistants sur le terrain et non planqués), soutenus semble-t-il par l'aile Jdanov de la bureaucratie (cf. *Les Dirigeants soviétiques et la lutte pour le pouvoir*, de B.I. Nicolaevski) demanda la reconstitution du Komintern, Staline y opposa un refus catégorique. En 1954, André Marty raconta à M. Favre-Bleibtreu une conversation, vieille de dix ans, qu'il avait eue avec Staline : « Ne pensez-vous pas, demandait Marty, qu'il faut reconstruire le Komintern ? — On n'a pas besoin de Komintern, répondit Staline. — Mais, insista Marty, si nous voulons avoir un prolétariat révolutionnaire en France, il nous faut un Komintern. » La dernière réponse fut encore plus tranchante : « On n'a pas besoin d'un prolétariat révolutionnaire en France. » (Notons en passant que cela allait être, pour le vieux mutin de la mer Noire, le début d'une réflexion et d'un ultime cheminement pour retrouver les voies de la révolution qui l'amena jusqu'aux portes de la IV<sup>e</sup> Internationale.)

Il ne peut suffire, pour expliquer ce refus, de conclure que Staline n'avait plus besoin de l'appareil du Komintern parce qu'il dirigeait aussi bien le mouvement stalinien international depuis son bureau du Kremlin. Cela suffit d'autant moins que ce n'est pas vrai, et qu'un tel changement ne pouvait aller et n'alla pas sans modifications profondes des rapports entre ce « centre » et les partis. Le Komintern justifiait devant les masses l'unité de politique, y compris contre leurs intérêts immédiats, par la fin dernière de révolution socialiste mondiale ; l'attachement à l'U.R.S.S. ne pouvait jouer durablement le même rôle. En fait, la décision de Staline se comprend au travers de sa réponse à Marty. Malgré les épurations sanglantes de l'avant-guerre, et du fait des modifications de rapport des forces entre les classes à l'issue de la guerre et des bouleversements sociaux en Orient comme en Europe de l'Est, un Komintern reconstitué aurait représenté pour Staline et la bureaucratie soviétique tout entière un terrible danger de voir arriver à une échelle plus vaste encore... ce qui arriva avec les ruptures yougoslave et chinoise.

Aux pressions de la « gauche stalinienne », Staline dut concéder le Kominform à l'Europe, tandis qu'il s'efforçait d'asphyxier la révolution chinoise. Mais il subit un échec sur ces deux fronts. Staline avait pu assassiner les révolutions espagnole et grecque, mais on n'assassine pas un titan, même nouveau-né. La Chine réalisa le mythe d'Hercule au berceau étouffant le serpent Python ; elle vainquit malgré et contre Staline, écrasant les serpents qu'il suscitait sous ses pas. Quant à l'Europe, les Etats ouvriers bureaucratiques comptaient encore parmi leurs dirigeants, au milieu d'une foule de bureaucrates-policiers corrompus et inhumains, quelques hommes qui s'étaient ralliés à Staline soit par illusions sur la « tactique » tortueuse mais nécessaire, soit parce qu'ils ne croyaient pas qu'il existait une alternative, soit pris au piège de la terreur (au milieu de

la quantité de livres qui nous expliquent maintenant ces psychologies, on a deux cas extrêmes avec l'*Aveu*, d'A. London, et le *Grand Jeu*, de L. Trepper). Ces hommes, au pouvoir, rêvaient encore d'une évolution, certes autoritaire, mais progressive, vers les « normes socialistes ». Il est facile de comprendre que c'est dans le seul des pays de l'Europe de l'Est, la Yougoslavie, où le P.C. avait fait la révolution et pris le pouvoir seul — et encore une fois contre Staline qui la livrait au système capitaliste par les accords de Yalta — que cette ligne trouva un point d'appui solide. L'histoire du Kominform — qui reste à écrire — est jalonnée d'offensives de la « gauche stalinienne » pour échapper à la tutelle soviétique. Et l'on ignore trop que ce fut le projet de Dimitrov-Tito d'instauration d'une fédération balkano-danubienne d'Etats ouvriers, puissance unie considérable dressée face à l'U.R.S.S., qui déclencha l'offensive de Staline contre la Yougoslavie (et la fin du Kominform, et, probablement, la mort de Dimitrov, dans une clinique de Moscou). Cinq ans seulement après la dissolution du Komintern, Staline en recueillait les premiers fruits.

On a là, en même temps, une confirmation partielle paradoxale du pronostic de Trotsky associée à une autre vérification de ses analyses, celle qui concerne l'impossibilité de redresser la III<sup>e</sup> Internationale, y compris en ses principaux partis constituants. Les Dimitrov, Tito, Kostov, Rajk étaient de ces « communistes confus, mauvais, maladroits, fourvoyés » dont parlait Trotsky (2), des com-centristes qui crurent pouvoir échapper à la tutelle terroriste de Staline et retrouver la voie communiste, mais, en même temps, dont le fourvoiement, la confusion prenaient en particulier la forme nationaliste par réaction au com-chauvinisme grand-russe des staliniens d'U.R.S.S. Et cette déviation aura des conséquences contradictoires : d'une part elle favorisera l'éclatement du bloc des Etats bureaucratiques ; d'autre part elle limitera leur émancipation du stalinisme par étroitesse bureaucrato-chauvine. La vérification de l'efficacité de la méthode théorique de Trotsky passe là par l'application de cette méthode à la complexité du réel nouveau ; elle ne peut qu'échapper à ceux pour qui la fidélité à la pensée d'un maître consiste en récitation.

Mais si la rupture sino-soviétique suivant la rupture soviéto-yougoslave, la rupture albanosoviétique, préluant au craquement des liens de toute l'Europe de l'Est avec l'U.R.S.S. (la Roumanie étant la plus avancée dans ce processus) est une vérification paradoxale du pronostic de Trotsky, elle n'en est pas moins éclatante, en ce que les partis concernés étaient épurés, contrôlés et soumis encore largement au joug militaro-policier du Grand Frère. La Tchécoslovaquie, plus encore que la Hongrie, a prouvé que le système stalinien était décomposé avant d'être enterré, et que la dissolution officielle du Komintern n'avait rien d'une formalité sans portée.

Quant aux partis staliniens des Etats capitalistes, leur évolution « nationaliste » vérifie également le pronostic, et cette fois de façon directe.

### La « social-démocratisation ».

La liaison des partis staliniens à leur propre bourgeoisie ne fut

---

(2) Cf. notre article, « Sur le centrisme » dans le n° 1 de cette revue.

qu'esquissée avant la Seconde Guerre mondiale. En particulier, la pénétration des municipalités et des institutions restait embryonnaire ; les parlementaires étaient mis en état de subordination à l'égard du parti dont ils dépendaient bien plus que de leur base électorale ; et cependant il y eut tout de même vingt députés du P.C.F. avec Giton et Clamamus pour rompre et, pour la plupart (3), choisir « leur patrie bien-aimée » au moment du pacte germano-russe et cela, inclusivement jusqu'au fascisme, ce qui prouve combien leur refus de la politique stalinienne s'était changé en un anticommunisme comme ce fut aussi le cas de la fraction doriotiste.

Le processus d'intégration à l'appareil d'Etat et aux institutions fut brisé net par le pacte Hitler-Staline. L'hémorragie de militants qu'entraîna ce pacte et le tournant consécutif contre les impérialistes français et anglo-saxons était moins, chez les ouvriers, un réflexe nationaliste qu'un sursaut d'indignation fondé sur une compréhension relativement claire de la nature du fascisme. La limite de l'effondrement du P.C.F. ne tint qu'à la conviction (acte de foi, découlant du conservatisme ouvrier serait mieux dire) pour de nombreux travailleurs communistes qu'il s'agissait là d'une manœuvre passagère. Et l'attaque de l'U.R.S.S. par Hitler en 1941, dont les effets d'abord désastreux furent ignorés par les masses, les confirma dans cette opinion et en rallia un certain nombre d'autres. Toutefois, c'est essentiellement une nouvelle génération qui forma le parti de la Résistance, beaucoup plus petit-bourgeois et d'un chauvinisme anti-boche ignoble qui jetait le pont avec la pire tradition jacobine du mouvement ouvrier français que les années vingt avaient à peine commencé à dégrader. A partir de 1941, la reprise en main du drapeau national par les P.C. fut définitive, et le P.C.F. perdit encore, à la Libération, les militants les plus sincères qui avaient cru à une nouvelle manœuvre, destinée en particulier à gagner les paysans. Même pour les trotskystes, pourtant prévenus, quelle ne fut pas la stupéfaction, en 1945, de voir « l'infâme drapeau tricolore » promené jusque sous le Mur des Fédérés. Mais la victoire de l'U.R.S.S., la constitution du glacie des « démocraties populaires » semblaient contredire la prévision d'un affaiblissement mortel de la bureaucratie. En tout cas, l'euphorie des masses fut, pendant deux ans, totale : le P.C.F. atteignit en 1946 son million de membres ; certaines cellules avaient le gros de leurs membres dans un seul immeuble, des ouvriers et employés des étages élevés jusqu'à la concierge en passant par le cadre du premier. Recrutement à la manière de la social-démocratie : au ministère de la Guerre, des fonctionnaires pouvaient trouver tous les matins une feuille d'adhésion du P.C.F. sur leur bureau. L'auteur de ces lignes appartient à une de ces sortes de cellules qu'il vit, avec consternation, applaudir dans une joie délirante à l'explosion de la bombe d'Hiroshima. Les comités d'entreprise créés par de Gaulle pour briser net le processus de formation des comités

---

(3) Une minorité d'entre eux rompit pour reprendre une politique de lutte de classes conséquente, et, parmi eux, Jules Fourier, qui, après une résistance dans les F.T.P., fut plus tard membre du P.S.U. où il appartient à la direction de la tendance socialiste-révolutionnaire (cf. encore notre article « Sur le centrisme ») et a rejoint enfin la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale.

de contrôle ouvrier étaient pleins de membres du P.C. qui pratiquaient, avec vigilance, le « travailler d'abord, revendiquer ensuite » et collaboraient dans la confiance avec le patronat, allant jusqu'à combattre les travailleurs qui exigeaient la nationalisation de grandes entreprises « collaboratrices » (comme par exemple, autre expérience personnelle, chez Sainrapt et Brice, constructeurs du mur de l'Atlantique).

C'est dire combien la citation d'Ernest Mandel, donnée plus haut, représentait bien l'analyse clairvoyante de la majorité de notre mouvement, dans le droit fil du pronostic de Trotsky.

Nous avons déjà vu, en même temps, ce qui retarda la dissociation du Kremlin et des P.C. Devenus des partis néo-réformistes couvrant les pires capitulations de leur arrogance de « parvenus révolutionnaires » et se défendant de la critique par le terrorisme, les P.C. n'avaient alors aucune raison de se délimiter de la politique étrangère de la bureaucratie soviétique tant que celle-ci était orientée vers la recherche d'un compromis de longue durée (« historique » dirait-on aujourd'hui) d'abord avec l'ensemble des pays impérialistes, puis avec des fractions « progressives » de la bourgeoisie.

Le peu de répondant que trouva cette dernière politique après la rupture, en 1947-1948, de l'union sacrée mondiale conclue à Yalta, est-elle due à ce que la bourgeoisie voyait en les P.C. des « corps étrangers », des agents d'un autre système, pouvant malgré tout, et en dépit de leurs desseins, être amenés à jouer un rôle relativement, objectivement progressif ? Une telle vue est naïve et prête sa naïveté à l'ennemi.

Le personnel politique qualifié de la bourgeoisie compte à foison des gens aussi intelligents que pragmatiques. De Gaulle put écrire : « J'ai utilisé ces saboteurs pour la France après la Libération, parce que je voulais qu'ils produisent avec les autres, et je ne me suis pas plaint du résultat. » Les sommets de la bourgeoisie comprennent aussi bien que les révolutionnaires que les P.C. ne visent plus à détruire leur système ; mais ils comprennent en même temps aussi bien que nous combien les illusions des masses à l'égard de ces P.C. sont, dans les périodes de crise, grosses de débordements incontrôlables de la politique de ces partis. C'est pour-quoi, *tant que l'appel au P.C. ne s'avère pas le dernier recours possible à l'endiguement des masses*, les politiciens bourgeois doivent cultiver les préjugés de la masse stupide de leur classe et surtout de la petite bourgeoisie pour qui les bureaucrates sont toujours d'affreux révolutionnaires, à la fois pour conserver l'appui serré de leurs électeurs et aussi pour préserver la valeur canalisatrice des P.C. Cette tactique qui, dans certains pays, peut aussi s'opposer à la pourtant si exsangue social-démocratie (cf. le Chili) explique que la servilité com-chauvine des P.C. ait été payée pendant plus de vingt-cinq ans d'avaries et de rebuffades. Mais, dans son texte de 1938, Trotsky n'envisageait qu'une occurrence, celle précisément de crises où se posait le problème du débordement des masses, crises du type de celle de 1936, qui ressurgirent après la guerre et recommencent maintenant à un niveau très supérieur.

De la Libération à 1947, le P.C.F. joua son rôle com-chauvin en harmonie avec les intérêts de l'U.R.S.S. Après 1947 et jusqu'en 1968, les

offres de services et les ignominies effectives com-chauvines n'avaient pas de preneurs bourgeois, sinon comme « opposition de sa majesté » (particulièrement à l'égard de De Gaulle). Si l'on songe au groupe parlementaire « communiste » saluant, debout, la mort du bourreau du Vietnam, Leclerc de Hauteclouque, votant à Guy Mollet en 1956 les pouvoirs spéciaux destinés à tenter d'écraser la révolution algérienne, au soutien à la politique étrangère de De Gaulle, et l'on en passe, on ne voit guère ce que la bourgeoisie aurait pu espérer de mieux comme frein à l'activité politique autonome des masses laborieuses. En outre, de 1958 à 1968, de nouveau la politique de la bourgeoisie français était parallèle à celle de l'U.R.S.S. Ceci explique suffisamment que le P.C.F. ait été, lors des tentatives de conférences internationales des partis staliniens, le principal soutien du P.C. de l'U.R.S.S.

Cependant, même en Italie, le mouvement de « social-démocratisation » ne s'est pas achevé, et l'explication la plus simple est d'en voir la raison dans la « nature différente » des P.C., leur dépendance par rapport à l'U.R.S.S. ; leur rôle d'agents d'un « autre système ». Non seulement cette explication est simple, mais elle est simpliste ; une telle « nature » ou a une origine sociale et ne peut que renvoyer à une « nouvelle classe » (qui renvoie elle-même le marxisme au musée des utopies), ou est politique et renvoie à la perspective de redressement révolutionnaire potentiel de tous les P.C. (ce qui renvoie l'apport théorique de Trotsky au même musée). On remarquera par ailleurs que si Trotsky n'a pas hésité à taxer la « pensée » et la pratique politique stalinienne de « petite-bourgeoises », il se garde bien de tout ce qui pourrait laisser à penser que les P.C. vont peu à peu remplacer la social-démocratie. En réalité, c'est la survie de celle-ci qui limite la capacité des P.C. d'être les gérants loyaux de la démocratie bourgeoise avancée. C'est ce que l'on peut appeler — en reprenant une formule que Trotsky, hardiment, appliqua à Hitler et Staline — le phénomène des étoiles jumelles.

Qu'est-ce que Trotsky entendait par là ? L'interdépendance de forces gravitant l'une autour de l'autre. Si Hitler et Staline se conditionnèrent dans leur ascension, et si la chute du premier mit le second en déséquilibre, le phénomène « étoiles jumelles » est bien plus grand en ce qui concerne les rapports du stalinisme et de la social-démocratie. Si cette dernière continue d'exister anachroniquement, c'est bien parce que le stalinisme lui a servi de repoussoir et de faire-valoir aux yeux des masses. Et l'inverse est également exact. Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder l'actuel conflit du P.C.F. et du P.S. mitterrandiste : tout ce qu'ils se reprochent mutuellement est vrai, et c'est sur ces vérités partielles qu'ils fondent la justification de leur politique propre à l'œil borgne opposé de leurs partisans. Quand un P.S. gauchit sa politique (Chili), le P.C. doit se mettre à sa droite ; si le P.S. est projeté au secours ouvert de la bourgeoisie (Portugal), le P.C. tente d'améliorer son assise de masse par une politique plus gauche ; quand la bourgeoisie peut se passer d'eux, ils rivalisent dans la conquête des masses (France) en se partageant les thèmes gauches qu'ils trouvent les moins dangereux en fonction de leurs intérêts particuliers ; si la bourgeoisie est divisée, ils peuvent se partager ses fractions (Espagne), etc. Voici plus de quarante ans que dure ce pas de deux. Mais les crises

révolutionnaires, en réduisant les marges de manœuvres des compères forcés, les menacent en même temps. A cet égard, ce qui se passe au Portugal risque bien d'être l'esquisse du futur général des deux forces : la crise d'effondrement du pouvoir bourgeois — qui ne se maintient que faute de fossoyeurs — oblige le P.S à se montrer sous son vrai visage, celui qu'il prit en Allemagne avec Noske, Ebert et Scheideman. Mais cette situation met le P.C. en porte-à-faux. Il ne peut que marchander sa reconnaissance comme dernier recours de la bourgeoisie avec les mêmes risques, déjà pris par le compère, de désaffection des masses et de débordement. Les P.C. ne peuvent, quand ils sont jetés au point le plus aigu de la contradiction de leur développement, que naviguer entre des écueils de plus en plus rapprochés. Ils n'ont pas d'issue. Ils ne se transformeront pas en nouveaux partis social-démocrates, dans un recommencement identique de l'histoire, ils périront en même temps que la social-démocratie, comme son ombre portée. Des décennies d'évolution bureaucratique leur interdisent un redressement révolutionnaire ; la subordination de la politique ouvrière aux intérêts de la diplomatie soviétique ne peut plus s'avouer, la dernière voie ouverte devant les staliniens (Trotsky avait raison : on devrait dire les « ex-staliniens », non qu'ils ne soient plus liés à Moscou, mais du fait de la honte qu'il y a maintenant à porter ce nom qu'ils renient), c'est effectivement celle de mettre ce qui leur reste d'autorité au service de leur bourgeoisie nationale quand celle-ci, aux abois, n'aura plus qu'eux pour gérer son Etat, assurer ses dernières miettes de profit et réprimer durement les travailleurs qui les auront portés au pouvoir. A condition toutefois que les travailleurs se laissent faire encore une fois. Et rien n'est moins sûr. Là encore, le Portugal esquisse l'avenir.

### **Le crépuscule du stalinisme.**

La bureaucratie stalinienne a-t-elle encore besoin des partis staliniens ? A priori, il semble évident que posséder des agences dans tous les pays du monde, et surtout quand ces agences ont une implantation de masse qui en fait des instruments de pression politiques de grande valeur, est un atout de prix même pour une bureaucratie dont les intérêts d'Etat priment absolument tous les autres. Mais des agents sont une chose et des partis à base ouvrière en sont une autre. La dégénérescence de la bureaucratie soviétique n'a pas atteint quelque palier stable : elle continue, et si le répit que lui a accordé l'histoire (répit dont elle a été l'un des agents, et non des moindres) lui a permis une certaine stabilisation provisoire, sous laquelle d'ailleurs d'énormes forces sociales creusent leurs mines, c'est au prix d'un Yalta rampant avec l'impérialisme mondial, corrigé de quelques affrontements marginaux par petits Etats interposés. Beaucoup plus que par la lutte de classes canalisée, cette politique post-Staline passe par l'utilisation des contradictions inter-bourgeoises, voire inter-impérialistes. Dans une telle diplomatie, les P.C. passent de l'utilité seconde à la gêne totale. Et, nouveau paradoxe apparent, plus le parti est grand et implanté dans les masses, plus la gêne qu'il représente peut être grande. Ainsi le P.C.F. ne peut échapper à la ruine rapide qu'en ouvrant aux masses une

perspective — réformiste — de pouvoir, et celle-ci exige l'union avec la social-démocratie ; mais ceci ouvre des risques de déséquilibre social dont la bureaucratie russe ne veut pas parce qu'elle craint à la fois la remise en cause de la coexistence pacifique avec l'impérialisme et la révolution en Europe. Pour ces raisons, elle dépoussière les vieux textes de dénonciation de la social-démocratie, « valet de l'impérialisme », dans le même temps où, avec cynisme, elle passe les pires accords contre-révolutionnaires directs avec les... maîtres. Les compromis entre ces deux lignes inconciliables ne peuvent qu'être fragiles et provisoires. Entre la rupture éclatante et l'alignement suicidaire, jusqu'ici les P.C. d'Europe ont choisi une troisième voie, celle du louvoiement, des zigzags plus ou moins harmonieux. Mais le résultat, s'il n'est pas celui des deux solutions extrêmes, à savoir des pertes massives d'effectifs, entraîne des petites, continues, sur les deux ailes. Et les solutions alternatives entraînent maintenant la constitution de tendances qui, cristallisant les orientations opposées, jettent les bases d'un éclatement vraisemblable. Ainsi, quels que soient les aspects concrets de la crise dans les différents P.C., c'est la mort qui se profile pour eux dans l'achèvement de la réalisation du pronostic de Trotsky.

Une dernière question : pourquoi aura-t-il fallu quarante ans pour que le processus se développe jusqu'à sa forme ultime ?

En général, la complexité des facteurs de l'histoire donne toujours une durée, très supérieure aux prévisions, au développement le plus nécessaire d'une tendance isolée. La transformation des P.C. en partis néo-réformistes nationaux a été cachée aux yeux des masses par des éléments politiques de natures très diverses. De 1936 à la guerre, le péril fasciste a permis aux P.C. de cacher la responsabilité de leur collaboration de classe derrière celle des P.S., alliés obligés et majoritaires dans la classe ouvrière ; pendant et après la guerre, la victoire de l'U.R.S.S. et la constitution des « démocraties populaires » ont été considérées par les masses comme des étapes qui les incitaient à la patience ; enfin la longue période de boom économique permettait de satisfaire les travailleurs des pays avancés avec de petites conquêtes économiques et sociales ; enfin en 1968 et immédiatement après, la nouvelle avant-garde était minuscule et peu ou pas implantée dans la classe ouvrière. Tout ceci est en train de changer. Les P.C. perdent leurs paravents et leurs alibis. Ils ne pourraient échapper à leur déclin définitif et à leur agonie que si les masses travailleuses des pays avancés subissaient, dans une période courte, des défaites terribles, à la chilienne, et que si la nouvelle avant-garde ne parvenait pas à se constituer en direction révolutionnaire de masse. Une telle perspective noire n'a heureusement qu'un faible degré de probabilité.

MICHEL LEQUENNE.

## Post-scriptum

Cet article était en composition quand toute une série d'événements sont venus en avalanche le confirmer avec la brutalité ordinaire des faits. D'abord la déclaration commune du P.C.I. et du P.C.F. (cf. l'article de Livio Maitan, « Une nouvelle carte du néo-réformisme » in *Inprécor*, n° 39), véritable saut dialectique du P.C.F., naguère principal soutien du P.C.U.S. en Europe dans les rapports inter-P.C., et qui s'aligne ainsi ouvertement sur la ligne italienne. De ce fait, la clique Leroy qui s'oppose dans le P.C.F. à la clique Marchais tend plus nettement à prendre en charge la ligne du Kremlin (apparemment plus « gauche » dans son sectarisme anti-social-démocrate, en fait ligne d'impuissance qui est la meilleure sauvegarde du statu-quo mondial et de la coexistence). Dans le même temps, au Portugal, l'offensive anti-ouvrière du VI<sup>e</sup> gouvernement, entraînait un nouveau retournement du P.C.P., un lâchage honteux des organisations révolutionnaires, une attitude de chien couchant devant le P.S. et ses alliés réactionnaires pour mendier une participation au pouvoir bourgeois. Alignement donc des différents partis européens sur une ligne commune, mais pas sur une ligne dictée du Kremlin, sur la ligne *condamnée par le Kremlin*. Et cela avec accompagnement de mises en question de la politique répressive intérieure de l'U.R.S.S., auxquelles même le parti anglais mêle son jappement de roquet.

Enfin, le bouquet : le gouvernement français entreprenant une offensive contre les organisations antimilitaristes des soldats du contingent, attaque par le flanc droit P.S. et P.C.F. Et les deux partis réformistes se réconcilient pour se coucher ensemble devant le fouet du pouvoir et aboyer : « Ce n'est pas nous, ce sont les gauchistes, ce sont eux les vilains antimilitaristes qu'il faut réprimer ! ». Pas de doute que ce summum de veulerie aura sa sanction, en particulier du côté de la jeunesse. Mais cela éclaire jusqu'où peut et pourra aller la conséquence réformiste de la politique com-chauvine des ex-staliniens. Encore un coup de pied de Poniatowski (auquel on prête l'intention de forcer le choix du P.C.F. pour y amener une rupture de haut en bas) et il fait peu de doute que Marchais, comme jadis Browder, affirmera qu'en cas de guerre de la France avec l'U.R.S.S., il sera « du côté de sa patrie bien-aimée ».

M.L.

## Dernière minute...

Marchais vient d'annoncer l'abandon par le P.C.F. de l'objectif de dictature du prolétariat, en acceptant pour celle-ci la définition bourgeoise de dictature bureaucratique sur le prolétariat et les définitions de la sociologie petite-bourgeoise de dissociation de la classe travailleuse en prolétariat et nouvelle petite-bourgeoisie. Ce n'est pas un changement de la politique du P.C.F., mais, en revanche, un changement de son rapport à l'U.R.S.S., possible du fait de la dégradation de la valeur du modèle qu'elle représente, donc d'une des conditions du stalinisme de ce parti. En ce sens, un tel pas franchi est d'une importance que l'on ne saurait sous-estimer.

M.L.

